

Art. 2. In artikel 2, paragraaf 1 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 juni 2009 tot vaststelling van het organiek kader van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, gewijzigd bij besluit van 2012/493 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 6 juni 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In punt I. CENTRALE DIENSTEN, 1. Niveau 1- Adviseur-diensthooft, wordt het getal "22" vervangen door het getal "21";

2° In punt II. EXTERNE ONDERWIJSPLAATSEN, 1. Niveau 1- Adviseur-diensthooft, wordt het getal "2" vervangen door het getal "4".

Art. 3. Een artikel 2/2 wordt ingevoegd in hetzelfde besluit, luidend als volgt :

"Art. 2/2. De ambtenaren houder van de graad van adviseur diensthooft op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit, die de functie van adviseur diensthooft niet uitoefenen worden in een uitdovende formatie geplaatst."

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 5. Het Collegelid bevoegd voor Openbaar Ambt wordt belast met de uitvoering van onderhavig besluit. Gedaan te Brussel, 21 maart 2018.

Namens het College :

F. LAANAN,

Voorzitter van het College belast met Begroting, Onderwijs, Schoolvervoer, Kinderopvang, Sport en Cultuur

R. VERVOORT,

Lid van het College belast met Sociale Samenhang en Toerisme

C. JODOGNE,

Lid van het College belast met Openbaar Ambt en Gezondheidsbeleid

D. GOSUIN,

Lid van het College belast met Beroepsopleiding

C. FREMAULT,

Lid van het College belast met Gezin, Personen met een Handicap, Sociale Actie en Internationale Betrekkingen

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/201628]

22 MARS 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 novembre 2000 portant exécution du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 20;

Vu la loi spéciale du 26 décembre 2013 portant modification des lois spéciales des 8 août 1980 de réformes institutionnelles et 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions et abrogation de la loi du 27 décembre 1994 portant assentiment de l'accord relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes par des véhicules utilitaires lourds, signé à Bruxelles le 9 février 1994, entre les Gouvernements de la République fédérale d'Allemagne, du Royaume de Belgique, du Royaume du Danemark, du grand-duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas et instaurant une eurovignette, conformément à la Directive 93/89/CEE du Conseil des Communautés européennes du 25 octobre 1993, ensuite de l'introduction du prélèvement kilométrique;

Vu le décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes, les articles 57bis, 57ter et 64, remplacés par le décret du 13 décembre 2017 portant diverses modifications fiscales;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 novembre 2000 portant exécution du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes;

Vu le rapport du 2 janvier 2018 établi conformément à l'article 4, 2°, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 9 janvier 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 1^{er} février 2018;

Vu l'avis n° 62.934/4 du Conseil d'Etat, donné le 28 février 2018 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant le décret du 11 décembre 2013 contenant le budget des recettes de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2014, dont les articles 37 à 44 annulés par l'arrêt de la Cour constitutionnelle n° 105/2015 du 16 juillet 2015;

Considérant le décret-programme du 12 décembre 2014 portant des mesures diverses liées au budget en matière de calamité naturelle, de sécurité routière, de travaux publics, d'énergie, de logement, d'environnement, d'aménagement du territoire, de bien-être animal, d'agriculture et de fiscalité, dont les articles 144 à 151 ont été annulés par l'arrêt de la Cour constitutionnelle n° 78/2016 du 25 mai 2016;

Considérant qu'il convient, au regard du prononcé de l'arrêt n° 105/2015, d'abroger les dispositions exécutant les articles annulés à la date de prononciation de l'arrêt qui a maintenu les effets des dispositions annulées;

Sur proposition du Ministre du Budget,

Après délibération,

Arrête :

Article. 1^{er}. Dans l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 novembre 2000 portant exécution du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 2017, le 4^o est abrogé.

Art. 2. Dans l'article 4, § 3, du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2013, les mots « , la taxe de mise en circulation et à l'eurovignette » sont remplacés par les mots « et à la taxe de mise en circulation ».

Art. 3. Dans l'article 4 du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 octobre 2014 et remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 mars 2016, le paragraphe 4 est retiré.

Art. 4. Dans l'article 5 du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 octobre 2014, le 4^o est abrogé.

Art. 5. A l'article 6 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 mars 2016, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le 6^o, les mots « , de l'eurovignette » sont abrogés;

b) le 7^o est abrogé.

Art. 6. A l'article 8 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 2017, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le 5^o, les mots « , de l'eurovignette » sont abrogés;

b) le 6^o est abrogé.

Art. 7. Dans l'article 9 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté de Gouvernement du 13 juillet 2017, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le 3^o, les mots « , de l'eurovignette » sont abrogés;

b) le 6^o est abrogé.

Art. 8. L'article 16 du même arrêté, modifié par l'arrêté de Gouvernement wallon du 6 décembre 2007, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 16. Les paiements, les remboursements et les intérêts moratoires visés à l'article 15, § 1^{er}, sont imputés par priorité :

1^o sur les frais de toute nature quelles que soient les taxes ou amendes auxquelles ils se rapportent;

2^o sur les intérêts de retard afférents aux taxes que le redevable déclare acquitter ou que le receveur entend apurer;

3^o sur les amendes fiscales. ».

Art. 9. Dans le chapitre VII du même arrêté, il est inséré une section 3, rédigée comme suit :

« Section 3. Dispositions relatives à l'irrecouvrabilité de certaines créances

Art. 22^{ter}. Le service désigné par le Gouvernement visé à l'article 57^{bis} du décret est le Département du Recouvrement de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie, représenté par son inspecteur général.

Art. 22^{quater}. Le rapport visé à l'article 57^{bis} du décret doit être motivé de manière à faire apparaître les considérations de droit et de fait permettant de conclure à l'impossibilité de recouvrer une créance.

Ce rapport doit contenir tout élément permettant au service visé à l'article 22^{ter} de vérifier si les diligences et poursuites nécessaires ont été accomplies par le receveur. ».

Art. 10. L'article 23 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 2017, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 23. Le service désigné par le Gouvernement visé à l'article 64 du décret est la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie représentée par son directeur général ou le fonctionnaire délégué par lui.

Le service désigné par le Gouvernement visé à l'article 64 du décret, pour l'application des taxes sur les déchets, est le Département du Sol et des Déchets de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie, représenté par le directeur de la Direction des instruments économiques.

Le service désigné par le Gouvernement visé à l'article 64 du décret, pour l'application des taxes et contributions relatives au financement de la politique de l'eau, est le Département de l'Environnement et de l'Eau de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie, représenté par le directeur de la Direction des outils financiers ».

Art. 11. L'annexe 3 du même arrêté, insérée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 octobre 2014, est abrogée.

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 13. Le Ministre du Budget est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 22 mars 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

Le Ministre du Budget,

J.-L. CRUCKE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2018/201628]

22. MÄRZ 2018 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. November 2000 zur Ausführung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben

Die Wallonische Regierung

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 20;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 26. Dezember 2013 zur Abänderung der Sondergesetze vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen und vom 16. Januar 1989 bezüglich der Finanzierung der Gemeinschaften und Regionen und zur Aufhebung des Gesetzes vom 27. Dezember 1994 zur Billigung des Übereinkommens über die Erhebung von Gebühren für die Benutzung bestimmter Straßen mit schweren Nutzfahrzeugen, unterzeichnet zu Brüssel, den 9. Februar 1994, zwischen den Regierungen des Königreichs Belgien, der Bundesrepublik Deutschland, des Königreichs Dänemark, des Großherzogtums Luxemburg und des Königreichs der Niederlande und zur Einführung einer Eurovignette gemäß der Richtlinie 93/89/EWG des Rates der Europäischen Gemeinschaften vom 25. Oktober 1993 infolge der Einführung von Kilometerabgaben;

Aufgrund des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben, Artikel 57bis, 57ter und 64, ersetzt durch das Dekret vom 13. Dezember 2013 zur Abänderung verschiedener steuerrechtlicher Bestimmungen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. November 2000 zur Ausführung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben;

Aufgrund des Berichts vom 2. Januar 2018, der gemäß Artikel 4 Ziffer 2 des Dekrets vom 3. März 2016 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund des am 9. Januar 2018 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 1. Februar 2018 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 28. Februar 2018 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. n°62.934/4 des Staatsrats;

Aufgrund des Dekrets vom 11. Dezember 2013 zur Festlegung des Einnahmenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2014, deren Artikel 37 bis 44 durch das Urteil des Verfassungsgerichtshofs Nr. 105/2015 vom 16. Juli 2015 für nichtig erklärt wurden;

Aufgrund des Programmdekrets vom 12. Dezember 2014 zur Festlegung verschiedener haushaltsgebundener Maßnahmen in den Bereichen Naturkatastrophen, Verkehrssicherheit, öffentliche Arbeiten, Energie, Wohnungswesen, Umwelt, Raumordnung, Tierschutz, Landwirtschaft und Steuerwesen, deren Artikel 144 bis 151 durch das Urteil des Verfassungsgerichtshofs Nr. n°78/2016 vom 25. Mai 2016 für nichtig erklärt wurden;

In der Erwägung, dass es angesichts der Verkündung des Urteils Nr. n°105/2015 Anlass gibt, die Bestimmungen zur Ausführung der für nichtig erklärten Artikel am Datum der Verkündung des Urteils, das die Wirkung der für nichtig erklärten Artikel beibehalten hat, aufzuheben;

Auf Vorschlag des Ministers des Haushalts;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. November 2000 zur Ausführung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 2017 wird Ziffer 4 aufgehoben.

Art. 2. In Artikel 4 § 3 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2013 werden die Wörter „, die Inbetriebsetzungssteuer und die Eurovignette“ durch die Wörter „und die Inbetriebsetzungssteuer“ ersetzt.

Art. 3. In Artikel 4 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Oktober 2014 und ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. März 2016 wird Paragraph 4 widerrufen.

Art. 4. In Artikel 5 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Oktober 2014 wird Ziffer 4 aufgehoben.

Art. 5. Artikel 6 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. März 2016, wird wie folgt abgeändert:

a) in Ziffer 6 werden die Wörter „, der Eurovignette“ aufgehoben;

b) Ziffer 7 wird aufgehoben.

Art. 6. Artikel 8 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 2017, wird wie folgt abgeändert:

a) in Ziffer 5 werden die Wörter „, der Eurovignette“ aufgehoben;

b) Ziffer 6 wird aufgehoben.

Art. 7. Artikel 9 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 2017, wird wie folgt abgeändert:

a) in Ziffer 3 werden die Wörter „, der Eurovignette“ aufgehoben;

b) Ziffer 6 wird aufgehoben.

Art. 8. Artikel 16 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2007, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 16. Die in Artikel 15 § 1 erwähnten Zahlungen, Rückzahlungen und Aufschubzinsen werden vorrangig auf das Folgende angerechnet:

1° auf die Kosten jeglicher Art, welche auch die Abgaben bzw. Steuern oder Geldbußen sind, auf die sie sich beziehen;

2° auf die Verzugszinsen für die Abgaben bzw. Steuern, die der Zahlungspflichtige begleichen bzw. der Einnahmehaber bereinigen möchte;

3° auf die Steuerstrafen."

Art. 9. In Kapitel VII desselben Erlasses wird ein Abschnitt 3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Abschnitt 3 - Bestimmungen betreffend die Uneintreibbarkeit gewisser Forderungen

Art. 22^{ter} - Die durch die Regierung bestellte und in Artikel 57^{bis} des Dekrets erwähnte Dienststelle ist die Abteilung Beitreibung der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, vertreten durch ihren Generalinspektor.

Art. 22^{quater} - Der in Artikel 57^{bis} des Dekrets erwähnte Bericht muss derart begründet sein, dass die faktischen und rechtlichen Tatsachen hervorgehen, aus denen die Uneintreibbarkeit einer Forderungen geschlussfolgert werden kann.

Dieser Bericht muss jegliches Element enthalten, anhand dessen die in Artikel 22^{ter} erwähnte Dienststelle überprüfen kann, ob der Einnahmehaber die erforderlichen Aufgaben und Verfolgungen unternommen hat."

Art. 10. Artikel 23 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 2017, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 23. Die durch die Regierung bestellte und in Artikel 64 des Dekrets erwähnte Dienststelle ist die Abteilung Beitreibung der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, vertreten durch ihren Generalinspektor oder den von ihm beauftragten Beamten.

Die durch die Regierung bestellte und in Artikel 64 des Dekrets erwähnte Dienststelle für die Anwendung der Abgaben für Abfälle ist die Abteilung Boden und Abfälle der Operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, vertreten durch den Direktor der Direktion der Wirtschaftsinstrumente.

Die durch die Regierung bestellte und in Artikel 64 des Dekrets erwähnte Dienststelle für die Anwendung der Steuern und Abgaben bezüglich der Finanzierung der Wasserpolitik ist die Abteilung Umwelt und Wasser der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, vertreten durch den Direktor der Direktion der finanziellen Hilfsmittel."

Art. 11. Anhang 3 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Oktober 2014, wird aufgehoben.

Art. 12. Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 13. Der Minister des Haushalts wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt. Namur, den 22. März 2018

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Der Minister für Haushalt
J.-L. CRUCKE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2018/201628]

22 MAART 2018. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 16 november 2000 tot uitvoering van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen.

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 20;

Gelet op de bijzondere wet van 26 december 2013 houdende wijziging van de bijzondere wetten van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en 16 januari 1989 betreffende de financiering van de gemeenschappen en de gewesten en opheffing van de wet van 27 december 1994 tot goedkeuring van het Verdrag inzake de heffing van rechten voor het gebruik van bepaalde wegen door zware vrachtwagens ondertekend te Brussel op 9 februari 1994 door de regeringen van het Koninkrijk België, het Koninkrijk Denemarken, de Bondsrepubliek Duitsland, het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden, en tot invoering van een Eurovignet overeenkomstig Richtlijn 93/89/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 25 oktober 1993, ingevolge de invoering van de kilometerheffing;

Gelet op het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen, de artikelen 57^{bis}, 57^{ter} en 64, vervangen bij het decreet van 13 december 2017 houdende diverse fiscale wijzigingen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 16 november 2000 tot uitvoering van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen;

Gelet op het rapport van 2 januari 2018 opgemaakt overeenkomstig artikel 4, 2°, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 9 januari 2018;

Gelet op de instemming van de minister van Begroting, gegeven op 1 februari 2018;

Gelet op advies nr. n° 62.934/4 van de Raad van State, gegeven op 28 februari 2018, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het decreet van 11 december 2013 betreffende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2014, waarvan de artikelen 37 tot 44 nietig zijn verklaard bij het arrest nr. 105/2015 van het Grondwettelijk Hof van 16 juli 2015;

Gelet op het programmadecreet van 12 december 2014 houdende verschillende maatregelen betreffende de begroting inzake natuurrampen, verkeersveiligheid, openbare werken, energie, huisvesting, leefmilieu, ruimtelijke ordening, dierenwelzijn, landbouw en fiscaliteit, waarvan de artikelen 144 tot 151 nietig zijn verklaard bij het arrest nr. 78/2016 van het Grondwettelijk Hof van 25 mei 2016;

Overwegende dat ten opzichte van de uitspraak van het arrest nr. 105/2015 de bepalingen tot uitvoering van de artikelen die worden vernietigd op de datum van uitspraak van het arrest tot handhaving van de gevolgen van de vernietigde bepalingen dienen te worden opgeheven;

Op de voordracht van de Minister van Begroting,

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel. 1. In artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 16 november 2000 tot uitvoering van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 2017, wordt het punt 4° opgeheven.

Art. 2. In artikel 4, § 3, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2013, worden de woorden „, de inverkeersstellingsbelasting en het eurovignet” vervangen door de woorden „en de inverkeersstellingsbelasting”.

Art. 3. In artikel 4 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 oktober 2014 en vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 10 maart 2016, wordt paragraaf 4 ingetrokken.

Art. 4. In artikel 5 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 oktober 2014, wordt het punt 4° opgeheven.

Art. 5. In artikel 6 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 maart 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in punt 6°, worden de woorden „, het eurovignet” opgeheven;

b) punt 7° wordt opgeheven.

Art. 6. In artikel 8 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in punt 5°, worden de woorden „, het eurovignet” opgeheven;

b) punt 6° wordt opgeheven.

Art. 7. In artikel 9 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het besluit van 13 juli 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in punt 3°, worden de woorden „, het eurovignet” opgeheven;

b) punt 6° wordt opgeheven.

Art. 8. Artikel 16 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2007, wordt vervangen door wat volgt:

“Art. 16. De in artikel 15, § 1, bedoelde betalingen, terugbetalingen en moratoriumsinteressen worden bij voorkeur toegerekend :

1° op alle kosten, ongeacht de belastingen en geldboetes waarop ze betrekking hebben;

2° op de nalatigheidsinteressen betreffende de belastingen die de belastingplichtige verklaart te betalen of die de ontvanger wil aanzuiveren;

3° op de fiscale geldboetes. ”.

Art. 9. In hoofdstuk VII van hetzelfde besluit, wordt een afdeling 3 ingevoegd, luidend als volgt:

“Afdeling 3. Bepaling betreffende de oninbaarheid van bepaalde schuldvorderingen

Art. 22ter. De door de Regering aangewezen dienst bedoeld in artikel 57bis van het decreet is het Departement Invordering van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst, vertegenwoordigd door zijn inspecteur-generaal.

Art. 22quater. Het rapport bedoeld in artikel 57bis van het decreet moet met redenen worden omkleed om de juridische en feitelijke overwegingen duidelijk te laten blijken waaruit kan worden afgeleid dat het onmogelijk is om een schuldvordering te innen.

Dit rapport moet alle elementen bevatten die de dienst bedoeld in artikel 22ter de mogelijkheid geven om te controleren of de ontvanger de nodige maatregelen heeft getroffen en de nodige vervolgingen heeft ingesteld.”.

Art. 10. Artikel 23 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 2017, wordt vervangen door wat volgt:

“Art. 23. De door de Regering aangewezen dienst bedoeld in artikel 64 van het decreet is het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst, vertegenwoordigd door zijn directeur-generaal of de door hem afgevaardigde ambtenaar.

De door de Regering aangewezen dienst bedoeld in artikel 64 van het decreet, voor de toepassing van de belastingen op de afvalstoffen, is het Departement Bodem en Afvalstoffen van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst, vertegenwoordigd door de directeur van de Directie Economische Middelen.

De door de Regering aangewezen dienst bedoeld in artikel 64 van het decreet, voor de toepassing van de belastingen en bijdragen betreffende de financiering van het waterbeleid, is het Departement Leefmilieu en Water van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst, vertegenwoordigd door de directeur van de Directie Financiële Middelen.

Art. 11. Bijlage 3 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 oktober 2014, wordt opgeheven.

Art. 12. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Art. 13. De Minister van Begroting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 22 maart 2018.

Voor de Regering :
De Minister-President,
W. BORSUS
De Minister van Begroting,
J.-L. CRUCKE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/201629]

**22 MARS 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon
interdisant l'utilisation de pesticides contenant des néonicotinoïdes**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 10 juillet 2013 instaurant un cadre pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable et modifiant le Livre I^{er} du Code de l'Environnement, le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables et le décret du 12 juillet 2001 relatif à la formation professionnelle en agriculture, les articles 4/1 et 4/2, insérés par le décret du 20 octobre 2016;

Vu la décision du Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable de ne pas remettre d'avis en date du 26 juin 2017;

Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la conservation de la nature, donné le 27 juin 2017;

Vu le rapport du 17 novembre 2017 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 62.698/4 du Conseil d'Etat, donné le 15 janvier 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que, en vertu de l'article 4/1 du décret du 10 juillet 2013 précité, le Gouvernement peut réglementer et, au besoin, interdire, de manière temporaire ou pour une durée indéterminée, l'application de pesticides en tout lieu lorsque ces pesticides contiennent des substances actives qui représentent un risque pour la protection de l'environnement, pour la santé humaine ou pour la conservation de la nature;

Considérant que les néonicotinoïdes sont des substances actives insecticides systémiques, utilisées à la fois comme produits phytopharmaceutiques et comme biocides par les utilisateurs professionnels et non professionnels; que ces substances sont approuvées dans l'Union européenne par le Règlement d'exécution (UE) n^o540/2011 de la Commission du 25 mai 2011 portant application du Règlement (CE) n^o 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil;

Considérant que le Règlement d'exécution (UE) n^o 485/2013 de la Commission du 24 mai 2013, modifiant le Règlement d'exécution (UE) n^o 540/2011 en ce qui concerne les conditions d'approbation des substances actives clothianidine, thiaméthoxame et imidaclopride et interdisant l'utilisation et la vente de semences traitées avec des produits phytopharmaceutiques contenant ces substances actives, prévoit des restrictions drastiques de l'usage de ces 3 néonicotinoïdes depuis le 1^{er} décembre 2013 sur la base du rapport rendu par l'EFSA le 16 janvier 2013;

Considérant que le Conseil supérieur de la santé conclut, dans son avis n^o 9241 du 19/07/2016, que les résultats de l'étude WIA (*Worldwide Integrated Assessment*) ainsi que ceux de l'étude du EASAC (*European Academies Science Advisory Council*) sur les effets sur la santé humaine et les écosystèmes constituent des signes d'alerte importants. Qu'il recommande l'adoption d'une approche préventive et souligne l'urgence d'études complémentaires sur la toxicité des néonicotinoïdes, l'exposition humaine à ceux-ci, ainsi que sur leurs effets sur les services écosystémiques;

Considérant que, à la lumière de ces observations entourant les effets des néonicotinoïdes sur la santé humaine, ainsi que leur impact sur l'environnement et sur la nature, il convient de prendre en considération le principe de précaution;

Considérant que, dans son arrêt du 11 septembre 2002, Pfizer Animal Health S.A. contre Conseil de l'Union européenne (T-13/99, ECLI: EU: T: 2002: 209) le Tribunal de l'Union européenne a rappelé ce principe de précaution et les devoirs qui en découlent; que, ainsi, s'il est " défendu d'adopter une approche purement hypothétique du risque et d'orienter les décisions à un niveau de " risque zéro ", les institutions communautaires doivent toutefois tenir compte de leur obligation, en vertu de l'article 129, § 1^{er}, 1^{er} alinéa, du traité, d'assurer un niveau élevé de protection de la santé humaine, qui, pour être compatible avec cette disposition, ne doit pas nécessairement être techniquement le plus élevé possible. (...) La détermination du niveau de risque jugé inacceptable dépend de l'appréciation portée par l'autorité publique compétente sur les circonstances particulières de chaque cas d'espèce. À cet égard, cette autorité peut tenir compte, notamment, de la gravité de l'impact d'une survenance de ce risque sur la santé humaine, y compris l'étendue des effets adverses possibles, de la persistance, de la réversibilité ou des effets tardifs possibles de ces dégâts ainsi que de la perception plus ou moins concrète du risque sur la base de l'état des connaissances scientifiques disponibles ";

Considérant que " En particulier, il convient d'observer que le principe de précaution permet aux institutions communautaires d'adopter, dans l'intérêt de la santé humaine, mais sur la base d'une connaissance scientifique encore lacunaire, des mesures de protection susceptibles de porter atteinte, même de façon profonde, à des positions juridiques protégées et donne, à cet égard, aux institutions une marge d'appréciation importante ";

Considérant que, pour les motifs qui précèdent, il convient de considérer les néonicotinoïdes comme des substances actives qui représentent, au sens de l'article 4/1 du décret du 10 juillet 2013, un risque pour la protection de l'environnement, pour la santé humaine ou pour la conservation de la nature;

Considérant qu'il convient d'interdire l'utilisation de tout pesticide (produit phytopharmaceutique et biocide) contenant des néonicotinoïdes sur le territoire de la Région wallonne, et ce, compte tenu des risques qu'ils sont susceptibles de présenter pour la santé humaine et pour l'environnement;

Considérant les travaux parlementaires qui ont mené à l'adoption de la résolution « visant à définir une stratégie d'interdiction des pesticides aux néonicotinoïdes en Wallonie », n^o256 du 16 novembre 2017, et notamment les auditions du CRA-W et de l'IRBAB;